

## **Henry Laurens : « On est sur la voie d'un processus de destruction de masse » à Gaza**

Propos recueillis par Rachida El Azzouzi, Médiapart, 19 novembre

2023<https://www.mediapart.fr/journal/international/191123/henry-laurens-est-sur-la-voie-d-un-processus-de-destruction-de-masse-gaza>

**Pour l'historien, spécialiste de la Palestine, professeur au collège de France, « l'effondrement des conditions sanitaires et l'absence de ravitaillement à destination des populations concernées peuvent indiquer que l'on est sur la voie d'un processus de destruction de masse » dans la bande de Gaza.**

*L'historien et universitaire Henry Laurens est l'un des plus grands spécialistes du Moyen-Orient. Professeur au Collège de France où il est titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe, il a mis la question palestinienne au cœur de son travail. Il est l'auteur de très nombreux livres dont cinq tomes sans équivalent publiés entre 1999 et 2015, consacrés à La question de Palestine (Fayard).*

Dans un entretien à Mediapart, il éclaire de sa connaissance l'exceptionnalité du conflit israélo-palestinien et le « corps à corps que même l'émotion n'arrive pas à séparer » dans lesquels les deux peuples sont pris depuis des décennies. Il dit son pessimisme quant à la résolution du conflit qui peut durer « des siècles » : « Vous ne pouvez espérer de sortie possible que par une décolonisation, mais à horizon immédiat, cette décolonisation n'est pas faisable. Dans les années 1990, elle l'était. Il y avait 30 000 colons. Aujourd'hui, ils sont 500 000 dont quelques dizaines de milliers qui sont des colons ultrareligieux et armés. »

**- Plus d'une vingtaine de rapporteurs de l'organisation des Nations unies (ONU) s'inquiètent d'« un génocide en cours » à Gaza. Est-ce que vous employez ce terme ?**

Il y a deux sens au terme de « génocide ». Il y a le génocide tel que défini par l'avocat polonais Raphael Lemkin en 1948, la seule définition juridique existante, aujourd'hui intégrée au protocole de Rome créant la CPI [Cour pénale internationale – ndlr]. Lemkin a été obligé, pour que ce soit voté par les Soviétiques et par le bloc de l'Est, d'éliminer les causes politiques du génocide – massacrer des gens dans le but de détruire une classe sociale –, parce qu'il aurait fallu reconnaître le massacre des koulaks par les Soviétiques.

La définition de Lemkin implique que ceux qui commettent un génocide appartiennent à un autre peuple que celui des victimes. D'où le problème aussi qu'on a eu avec le Cambodge, qu'on ne pouvait pas appeler un génocide parce que c'étaient des Cambodgiens qui avaient tué des Cambodgiens. Là, on est dans une définition étroite. C'était le prix à payer pour obtenir un accord entre les deux Blocs dans le contexte du début de la guerre froide.

Vous avez ensuite une définition plus large du terme, celui d'une destruction massive et intentionnelle de populations quelles qu'en soient les motivations.

Il existe donc deux choses distinctes : la première, ce sont les actes, et la seconde, c'est l'intention qui est derrière ces actes. Ainsi le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie a posé la différence entre les nettoyages ethniques dont la motivation n'est pas génocidaire parce que l'extermination n'était pas recherchée, même si le nombre de victimes était important, et les actes de génocide comme celui de Srebrenica, où l'intention était claire.

On voit ainsi que le nombre de victimes est secondaire. Pour Srebrenica, il est de l'ordre de 8 000 personnes.

L'inconvénient de cette logique judiciaire est de conduire à une casuistique de l'intentionnalité, ce qui ne change rien pour les victimes.

Au moment où nous parlons, le nombre de victimes dans la bande de Gaza est supérieur à celui de Srebrenica. On a, semble-t-il, dépassé la proportion de 0,5 % de la population totale. Si on compare avec la France, cela donnerait 350 000 morts.

Le discours israélien évoque des victimes collatérales et des boucliers humains. Mais de nombreux responsables israéliens tiennent des discours qui peuvent être qualifiés de génocidaires. L'effondrement des conditions sanitaires et l'absence même de ravitaillement à destination des populations concernées peuvent indiquer que l'on est sur la voie d'un processus de destruction de masse avec des controverses à n'en plus finir sur les intentionnalités.

**- La crainte d'une seconde « Nakba » (catastrophe), en référence à l'exil massif et forcé à l'issue de la guerre israélo-arabe de 1948, hante les Palestiniens. Peut-on faire le parallèle avec cette période ?**

La Nakba peut être considérée comme un nettoyage ethnique, en particulier dans les régions autour de l'actuelle bande de Gaza où l'intentionnalité d'expulsion est certaine. Des responsables israéliens appellent aujourd'hui à une expulsion de masse. C'est d'ailleurs pour cela que l'Égypte et la Jordanie ont fermé leurs frontières.

Dans l'affaire actuelle, les démons du passé hantent les acteurs. Les juifs voient dans le 7 octobre une réitération de la Shoah et les Palestiniens dans les événements suivants celle de la Nakba.

**- Faut-il craindre une annexion de la bande de Gaza par Israël avec des militaires mais aussi des colons ?**

En fait, personne ne connaît la suite des événements. On ne voit personne de volontaire pour prendre la gestion de la bande de Gaza. Certains responsables israéliens parlent de « dénazification » et il y a une dimension de vengeance dans les actes israéliens actuels. Mais les vengeances n'engendrent que des cycles permanents de violence.

**- Quelle est votre analyse des atrocités commises le 7 octobre 2023 par le Hamas ?**

Elles constituent un changement considérable, parce que la position de l'État d'Israël est profondément modifiée au moins sur deux plans : premièrement, le pays a subi une invasion pour quelques heures de son territoire, ce qui n'est pas arrivé depuis sa création ; deuxièmement, le 7 octobre marque l'échec du projet sioniste tel qu'il a été institué après la Seconde Guerre mondiale, un endroit dans le monde où les juifs seraient en position de sécurité. Aujourd'hui, non seulement l'État d'Israël est en danger, mais il met en danger les diasporas qui, dans le monde occidental, se trouvent menacées ou, en tout cas, éprouvent un sentiment de peur.

**- Le dernier tome de votre série consacrée à « La question de Palestine » (Fayard) était intitulé « La paix impossible » et couvrait sur la période 1982-2001. Vous étiez déjà très pessimiste quant à la résolution de ce conflit, mais aussi concernant l'avenir de la région, comme si elle était condamnée à demeurer cette poudrière. Est-ce que vous êtes encore plus pessimiste aujourd'hui ? Ou est-ce que le conflit israélo-palestinien vous apparaît soluble, et si oui, quelle issue apercevez-vous ?**

La réelle solution théorique serait d'arriver à un système de gestion commune et équitable de l'ensemble du territoire. Mais un État unitaire est difficile à concevoir puisque les deux peuples ont maintenant plus d'un siècle d'affrontements.

**- Qu'en est-il de la solution à deux États, dont le principe a été adopté en 1947 par l'ONU, après la fin du mandat britannique ? Est-elle possible ?**

La solution à deux États n'est plus possible dès lors que vous avez 500 000 colons, dont quelques dizaines de milliers qui sont des colons ultra-religieux et armés. Vous avez une violence quotidienne en Cisjordanie. La sécurité des colons ne peut se fonder que sur l'insécurité des Palestiniens. Et l'insécurité des Palestiniens provoque la violence qui engendre l'insécurité des colons.

C'est un cercle vicieux et vous ne pouvez espérer de sortie possible que par une décolonisation, mais à horizon immédiat, cette décolonisation n'est pas faisable. Dans les années 1990, elle l'était. Il y avait 30 000 colons. On pouvait, sans trop de dégâts, faire une décolonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Aujourd'hui, nous sommes dans une position de domination, et cette solution peut prendre des siècles parce qu'il y a l'exceptionnalité juive qui crée une exceptionnalité israélienne qui elle-même crée une exceptionnalité palestinienne. C'est-à-dire que sans être péjoratif, les Palestiniens deviennent des juifs bis.

### **- Qu'entendez-vous par là ?**

Nous sommes depuis le 7 octobre devant un grand nombre de victimes. Mais ces dernières années, nous en avons eu bien plus en Irak, en Syrie, au Soudan et en Éthiopie. Cela n'a pas provoqué l'émoi mondial que nous connaissons aujourd'hui. L'émotion a été suscitée parce que les victimes étaient juives, puis elle s'est déplacée sur les victimes palestiniennes. Les deux peuples sont dans un corps à corps que même l'émotion n'arrive pas à séparer.

### **- Les années 1990 ont été marquées par les accords d'Oslo en 1993. Relèvent-ils du mirage aujourd'hui ?**

Non, on pouvait gérer une décolonisation. Mais déjà à la fin des accords d'Oslo, il n'y a pas eu décolonisation mais doublement de la colonisation sous le gouvernement socialiste et ensuite sous le premier gouvernement Nétanyahou. Ce sont l'occupation, la colonisation, qui ont amené l'échec des processus. Il n'existe pas d'occupation, de colonisation pacifique et démocratique.

Aujourd'hui, c'est infiniment plus difficile à l'aune de la violence, des passions, des derniers événements, des chocs identitaires, de la haine tout simplement. Qui plus est, depuis une trentaine d'années, vous avez une évolution commune vers une vision religieuse et extrémiste, aussi bien chez les juifs que chez les Palestiniens.

### **- Vous voulez dire que le conflit territorial est devenu un conflit religieux ?**

Il a toujours été religieux. Dès l'origine, le mouvement sioniste ne pouvait fonctionner qu'en utilisant des références religieuses, même si ses patrons étaient laïcs. La blague de l'époque disait que les sionistes ne croyaient pas en Dieu mais croyaient que Dieu leur avait promis la Terre promise.

Le projet sioniste, même s'il se présentait comme un mouvement de sauvetage du peuple juif, ne pouvait fonctionner qu'en manipulant les affects. Il était de nature religieuse puisqu'il renvoyait à la Terre sainte. Vous avez une myriade d'endroits qui sont des symboles religieux, mais qui sont aussi des symboles nationaux, aussi bien pour les juifs que pour les musulmans : l'esplanade des Mosquées, le tombeau des Patriarches, le mur des Lamentations. Et puis il y a les gens qui se sentent mandatés par Dieu.

De même, les musulmans ont cherché des alliés en jouant sur la solidarité islamique. Dès les années 1930, la défense de la mosquée Al-Aqsa est devenue un thème fédérateur.

### **- Pourquoi est-il devenu difficile d'invoquer une lecture coloniale du conflit depuis les massacres du Hamas du 7 octobre ?**

Le sionisme est à l'origine un corps étranger dans la région. Pour arriver à ses fins, il a eu besoin d'un soutien européen avant 1914, puis britannique et finalement américain. Israël s'est posé comme citadelle de l'Occident dans la région et conserve le discours colonial de la supériorité civilisatrice et démocratique. Cet anachronisme est douloureusement ressenti par les autres parties prenantes.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les responsables sionistes n'hésitaient pas à se comparer à la colonisation britannique en Afrique noire avec la nécessité de mater les protestations indigènes.

La Palestine fonctionne en jeu à somme nulle, le progrès de l'un se fait au détriment de l'autre. La constitution de l'État juif impliquait un « transfert » de la population arabe à l'extérieur, terme poli pour « expulsion ». La confiscation des terres détenues par les Arabes en est le corollaire. Les régions où ont eu lieu les atrocités du 7 octobre étaient peuplées d'Arabes qui ont été expulsés en 1948-1950.

Dire cela, c'est se faire accuser de trouver des excuses au terrorisme. Dès que vous essayez de donner des éléments de compréhension, vous vous confrontez à l'accusation : « Comprendre, c'est excuser. » Il faut bien admettre que le Hamas dans la bande de Gaza recrute majoritairement chez les descendants des expulsés. Cela ne veut pas dire approuver ce qui s'est passé.

**- Le slogan « From the river to the sea, Palestine will be free » (« De la rivière à la mer, la Palestine sera libre ») utilisé par les soutiens de la Palestine fait polémique. Est-ce vouloir rayer de la carte Israël ou une revendication légitime d'un État palestinien ?**

Il a été utilisé par les deux parties et dans le même sens. Les mouvements sionistes, en particulier la droite sioniste, ont toujours dit que cette terre devait être juive et israélienne au moins jusqu'au fleuve. Le parti de l'ancêtre du Likoud voulait même annexer l'ensemble de la Jordanie.

Chez certains Palestiniens, on a une vision soft qui consiste à dire que « si nous réclamons un État palestinien réunissant la bande de Gaza et la Cisjordanie, nous considérons l'ensemble de la terre comme la Palestine historique, comme partie de notre histoire, mais nous ne la revendiquons pas dans sa totalité ».

Israël depuis sa fondation n'a pas de frontières définies internationalement. Il a toujours revendiqué la totalité de la Palestine mandataire, voire plus. Il a ainsi rejeté l'avis de la Cour internationale de justice qui faisait des lignes d'armistice de 1949 ses frontières permanentes.

Cette indétermination se retrouve de l'autre côté. La libération de la Palestine renvoie à la totalité du territoire. D'autres exigeaient la carte du plan de partage de 1947. Pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), faire l'État palestinien sur les territoires occupés en 1968 était la concession ultime.

Les Arabes en général ont reçu sans grand problème les réfugiés arméniens durant la Grande Guerre et les années suivantes. Ces Arméniens ont pu conserver l'essentiel de leur culture. Mais il n'y avait pas de question politique. Il n'était pas question de créer un État arménien au Levant.

Dès le départ, les Arabes de Palestine ont vu dans le projet sioniste une menace de dépossession et d'expulsion. On ne peut pas dire qu'ils ont eu tort...

**- Le mouvement islamiste palestinien, le Hamas, classé terroriste par l'Union européenne et les États-Unis, est aujourd'hui le principal acteur de la guerre avec Israël...**

Définir l'ennemi comme terroriste, c'est le placer hors la loi. Bien des épisodes de décolonisation ont vu des « terroristes » devenir du jour au lendemain des interlocuteurs valables.

Bien sûr, il existe des actes terroristes et les atrocités du 7 octobre le sont. Mais c'est plus une méthodologie qu'une idéologie. C'est une forme de guerre qui s'en prend aux civils selon les

définitions les plus courantes. Jamais un terroriste ne s'est défini comme tel. Il se voit comme un combattant légitime et généralement son but est d'être considéré comme tel. Avec l'État islamique et le 7 octobre, on se trouve clairement devant un usage volontaire de la cruauté.

La rhétorique habituelle est de dire que l'on fait la guerre à un régime politique et non à un peuple. Mais si on n'offre pas une perspective politique à ce peuple, il a le sentiment que c'est lui que l'on a mis hors la loi. Il le voit bien quand on dit « les Israéliens ont le droit de se défendre », mais apparemment pas quand il s'agit de Palestiniens.

**- D'aucuns expliquent qu'Israël a favorisé l'ascension du Hamas pour qu'un vrai État palestinien indépendant ne voie jamais le jour au détriment de l'autorité palestinienne qui n'administre aujourd'hui plus que la Cisjordanie. Est-ce que le Hamas est le meilleur ennemi des Palestiniens ?**

Incontestablement, les Israéliens ont favorisé les Frères musulmans de la bande de Gaza dans les années 1970 et 1980 pour contrer les activités du Fatah. De même, après 2007, ils voulaient faire du Hamas un sous-traitant chargé de la bande de Gaza, comme l'Autorité palestinienne l'est pour la Cisjordanie.

Le meilleur moyen de contrer le Hamas est d'offrir aux Palestiniens une vraie perspective politique et non de bonnes paroles et quelques aides économiques qui sont des emplâtres sur des jambes de bois.

**- Quel peut être l'avenir de l'Autorité palestinienne, aujourd'hui déconsidérée ? Et du Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas, pressé par la base de renouer avec la lutte armée et le Hamas ?**

Le seul acquis de l'Autorité palestinienne, ou plus précisément de l'OLP, c'est sa légitimité diplomatique. Sur le terrain, elle est perçue comme un sous-traitant de l'occupation israélienne incapable de contrer un régime d'occupation de plus en plus dur. Elle est dans l'incapacité de protéger ses administrés. Le risque majeur pour elle est tout simplement de s'effondrer.

**- Le Hamas appelle les Palestiniens de Cisjordanie à se soulever. Un soulèvement généralisé des Palestiniens peut-il advenir ?**

En Cisjordanie, on a surtout de petits groupes de jeunes armés totalement désorganisés. Mais la violence et la répression sont devenues quotidiennes et les violences permanentes. À l'extérieur, l'Occident apparaît complice de l'occupation et de la répression israéliennes. L'Iran, la Chine et la Russie en profitent.

**- Le premier tome de votre monumentale « Question de Palestine » s'ouvre sur 1799, lorsque l'armée de Napoléon Bonaparte entre en Palestine, il court jusqu'en 1922. Avec cette accroche : l'invention de la Terre sainte. En quoi cette année est-elle fondatrice ?**

En 1799, l'armée de Bonaparte parcourt le littoral palestinien jusqu'à Tyr. En Europe, certains y voient la possibilité de créer un État juif en Palestine. Mais l'ouverture de la Terre sainte aux Occidentaux est aussi l'occasion d'une lutte d'influences entre puissances chrétiennes.

**- Dans le tome 4, « Le rameau d'olivier et le fusil du combattant » (1967-1982), vous revenez sur ce qui a été un conflit israélo-arabe, puis un conflit israélo-palestinien. Est-ce que cela peut le redevenir ?**

Jusqu'en 1948, c'est un conflit israélo-palestinien avant tout. En 1948, cela devient un conflit israélo-arabe avec une dimension palestinienne. À partir de la fin des années 1970, la dimension palestinienne redevient essentielle.

Ben Gourion disait que la victoire du sionisme était d'avoir transformé la question juive en problème arabe. Les derniers événements semblent montrer que le problème arabe est en train de redevenir une question juive.

**- Le rôle des États-Unis a toujours été déterminant dans ce conflit. Que nous dit leur position aujourd'hui ?**

La question de Palestine est en même temps une question intérieure pour les pays occidentaux du fait de l'histoire de la Shoah et de la colonisation. Il s'y ajoute aux États-Unis une dimension religieuse du fait du biblisme protestant et du « pionniérisme ». Les Palestiniens leur semblent être quelque part entre les Indiens et les Mexicains...

La « République impériale » vient encore de montrer son impressionnante capacité de projection militaire dans la région, mais aussi son incapacité à obtenir un règlement politique satisfaisant.

**- Pourquoi ce conflit déclenche-t-il autant de passions et clive-t-il autant dans le monde entier, où comme en France, le président appelle à « ne pas importer le conflit » ?**

C'est un conflit gorgé d'histoire. La Terre sainte est celle des trois religions monothéistes. Le conflit lui-même porte avec lui la mémoire de la Shoah et de la colonisation, d'où l'extraordinaire position d'exceptionnalité des acteurs.

**- Vous avez écrit cinq tomes sur la question de Palestine. Après l'ultime « La Paix impossible », quel pourrait être le sixième ?**

Peut-être le retour de la question juive, mais c'est loin d'être une perspective encourageante